

29 avril 2010 | *Le Droit*

APPRENTISSAGE VIRTUEL EN FRANÇAIS

Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) a procédé hier au lancement du Consortium d'apprentissage virtuel de langue française de l'Ontario, qui permet aux élèves du secondaire de partout en province de suivre des cours par le biais d'Internet. L'accès aux cours en ligne est offert depuis 2007, mais c'est désormais le CECCE qui chapeaute le Consortium regroupant les douze conseils scolaires francophones de l'Ontario. Cinquante-deux cours sont offerts cette année, et 67 le seront l'an prochain.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article

29 avr. 2010

L'Express Ottawa

Par Kristina Brazeau

redaction.ontario@transcontinental.ca

Plus de choix pour les élèves francophones

Devant la forte demande pour les cours en ligne de la part des élèves des écoles secondaires francophones de la province, les 12 conseils scolaires de langue française se sont réunis avec des partenaires pour fonder le Consortium d'apprentissage virtuel de langue française de l'Ontario.



Photo : Kristina Brazeau

Quelque 52 cours sont présentement offerts en ligne par le Consortium. Ce nombre passera à 67 l'an prochain.

Offerts depuis 2007 dans toutes les écoles des 12 conseils scolaires, les cours en ligne sont devenus si populaires que le Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, qui était en charge de produire ces cours et de les offrir, n'arrivait plus à fournir.

En marche depuis février, le Consortium a donc pris la relève pour ce qui est de l'enseignement, alors que le Centre franco-ontarien de ressources pédagogique se concentre sur la production.

Seulement au cours du premier semestre de l'année scolaire 2009-2010, 550 élèves ont obtenus des crédits en ligne. Quelque 860 autres prennent actuellement des cours.

Le directeur de l'éducation du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) – qui gère le projet – Bernard Roy, estime que le Consortium donne plus de choix aux élèves.

«Ceux qui ont découvert leur passion et qui veulent suivre des cours spécifiques qui ne sont peut-être pas offerts dans leur école peuvent le faire par le biais de la technologie. Les élèves qui ont des conflits d'horaire, ou qui apprennent mieux à leur rythme ou de façon autonome, ont aussi cette option. C'est un autre moyen d'offrir aux élèves francophones de l'Ontario des solutions qui répondent mieux à leurs besoins individuels.»

Cinquante-deux cours sont actuellement offerts aux élèves dispensés par 15 enseignants. Ce nombre passera à 67 l'an prochain.

«Il s'agit de faire l'école autrement et ça convient parfaitement à la jeune génération adepte du

Web 2.0», a fait savoir Nicole Cadieux, directrice du Consortium.

Andréanne Vallée, de l'École secondaire catholique de Hearst, suit un cours en ligne en mathématique et a vu ses notes augmenter de cette façon.

«C'est pas mal autonome, mais le professeur est disponible pour répondre aux questions.

Avant, j'avais de moins bonnes notes parce qu'il y avait trop d'élèves pour le prof dans la classe pour moi.»

«Ma responsabilité est d'encadrer les élèves. C'est un travail qui se fait de façon individuelle mais je suis là pour ne pas qu'ils se sentent perdus», a expliqué Daniel Dubé, l'un des enseignants du Consortium.

Actuellement, le Consortium n'offre pas de cours pour les majeures haute spécialisation mais c'est une option qui pourrait voir le jour, selon Mme Cadieux.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 29 avr. 2010 | *L'Express Ottawa*

De l'action au Centre Shenkman

Ça bouge en mai au Centre des arts Shenkman d'Orléans, alors que le Mouvement d'implication francophone d'Orléans (MIFO) présentera trois événements d'envergure.

D'abord, du 6 au 8 mai, la compagnie de danse contemporaine en résidence au Centre Shenkman, Tara Luz Danse, proposera son nouveau spectacle, Croisée... épilogue. Sous la direction artistique d'Anik Bouvrette, quatre oeuvres sont au programme, réunissant des artistes professionnels de la compagnie ainsi que les élèves en théâtre du Programme spécialisé en arts de l'École secondaire Béatrice-Desloges et les élèves en danse du Centre d'excellence artistique de l'École secondaire De La Salle.

Le 14 mai, c'est Boom Desjardins qui foulera les planches du Centre Shenkman, afin de présenter son spectacle Boom rock le Québec. L'artiste revisitera les plus grands succès du rock québécois des années '70, '80 et '90, alors que seront notamment mises de l'avant des pièces des Vilains pingouins, des BB, d'Offenbach, d'Octobre et de plusieurs autres.

Enfin, le 27 mai, c'est la chanteuse Marie-Mai qui prendra d'assaut la salle de spectacle d'Orléans. L'artiste a su s'imposer sur la scène Pop Rock et compte aujourd'hui parmi les artistes préférées de la jeune génération d'ici.

Son troisième album, Version 3.0, et la tournée de cette nouvelle production musicale sont encore une fois à la hauteur de la réputation de Marie-Mai.

Pour réserver : 613-580-2700 ou artshenkman.ca.

(L'Express)

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

29 avril 2010 | Le Droit | TORONTO —

Les écoles catholiques devront suivre

Éducation sexuelle au niveau primaire en Ontario

Le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a déclaré, hier, que les écoles catholiques devraient offrir des cours d'éducation sexuelle comme n'importe quel établissement scolaire public.

La déclaration de M. McGuinty est survenue au moment où des rumeurs laissaient entendre que son gouvernement permettrait aux catholiques d'élaborer leur propre programme d'éducation sexuelle.

Il a indiqué que, habituellement, ni le premier ministre ni le ministre de l'Éducation ne s'occupaient des révisions au programme d'études, mais que l'éducation sexuelle était clairement « un cas à part ».

Dalton McGuinty a reconnu qu'il aurait dû réaliser que le sujet était délicat pour les parents, mais a refusé de révéler ce qu'il pensait des changements.

Le premier ministre ontarien a affirmé qu'il avait pris connaissance des modifications apportées au cours d'éducation sexuelle quelques jours auparavant, même s'il les a vigoureusement défendues il y a plus d'une semaine.

Jeudi dernier, Dalton McGuinty avait abruptement décidé d'enlever du programme d'études révisé la partie consacrée à l'éducation sexuelle en raison des plaintes de groupes conservateurs. Ces derniers s'étaient indignés que le nouveau cours prévoie enseigner aux élèves de première année du primaire à identifier les parties génitales et présente le concept des familles homosexuelles à ceux de troisième année.

Dalton McGuinty a admis qu'il n'avait pas encore lu au complet les 206 pages du programme d'études qui, après une dizaine d'années, nécessitait une mise à jour.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 29 avr. 2010 | L'Express Ottawa | Par Danny Joncas | Service de nouvelles APF

Les Franco-Ontariens obtiennent leur journée

C'est maintenant officiel. Le 25 septembre de chaque année sera désigné comme étant le Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes, à la suite de l'adoption à l'unanimité du projet de loi 24 par l'Assemblée législative de l'Ontario. Présenté pour la première fois au parlement ontarien le 31 mars dernier, le projet de loi en question est devenu loi le lundi 26 avril.

L'année 2010 semblait des plus appropriées pour la proclamation d'une telle journée, puisque la communauté franco-ontarienne soulignera divers anniversaires de marque en 2010. Parmi ceux-ci, notons le 400e anniversaire de la présence française au Haut-Canada et en Ontario de même que le 100e anniversaire de la fondation de l'organisme de représentation politique de la communauté franco-ontarienne, organisme aujourd'hui connu sous le nom de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO).

Par ailleurs, l'année 2010 marque le 35e anniversaire de la création du drapeau francoontarien. Cet emblème a vu le jour le 25 septembre 1975 à Sudbury, d'où le choix de la date du 25 septembre comme Jour des FrancoOntariens.

« Ce projet de loi revêt une signification symbolique profonde pour les FrancoOntariennes et les Franco-Ontariens. Il affirme à nouveau l'apport extraordinaire de l'un des peuples fondateurs du Canada à l'édification de l'Ontario depuis la Confédération et bien avant », a indiqué la ministre déléguée aux Affaires francophones du gouvernement McGuinty, Madeleine Meilleur, devant l'ensemble des élus ontariens.

C'est d'ailleurs Mme Meilleur qui avait proposé un tel projet de loi, il y a moins d'un mois. Comme on le devine, son initiative a été applaudie tant par la francophonie provinciale que nationale.

«La francophonie ontarienne franchit une étape importante. Cette reconnaissance de notre contribution par la consécration d'un jour officiel est un moment historique fort attendu par la communauté francophone de l'Ontario. Dans un nouveau préambule historique, le gouvernement officialise notre contribution à la vie sociale, économique et politique de la province», estime la présidente de l'AFO, Mariette Carrier-Fraser.

«Je trouve que l'adoption de ce projet de loi est un symbole très puissant. Quand l'ACFÉO (aujourd'hui l'AFO) a été créée, en 1910, on était à la veille de la grande lutte contre un gouvernement provincial qui voulait restreindre l'enseignement en français en Ontario. Cent ans plus tard, le même gouvernement reconnaît la force et la contribution de la collectivité francophone à l'identité même de la province. Le mérite de cette victoire revient aux francophones de l'Ontario et à leur détermination», avance pour sa part Marie-France Kenny, présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada.

Pas une journée fériée

Avant que les députés provinciaux ne se prononcent sur le projet de loi, lundi dernier, une députée du nord-est de la province, la néodémocrate France Gélinas, a déposé une pétition à l'Assemblée législative afin que le Jour des Franco-Ontariens soit désigné comme jour férié en Ontario, ce qui ne sera cependant pas le cas.

«En Ontario, si vous regardez le calendrier officiel, on reconnaît environ une douzaine de ces journées symboliques. La grande majorité passent plus ou moins inaperçues, sauf pour le public cible, bien entendu. C'est donc du côté de la signification qu'il va falloir s'assurer que ça demeure important. C'est pourquoi un groupe de personnes aurait aimé que le gouvernement aille un pas plus loin pour en faire un jour férié», a expliqué France Gélinas.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

29 avril 2010 | Le Droit

25 septembre, la suite

Ils ont la mémoire longue au Commissariat aux langues officielles. De vrais éléphants.

Je vous ai parlé dans ma chronique d'hier du gouvernement ontarien qui reconnaîtra officiellement la Journée des Franco-Ontariens à tous les 25 septembre. Un projet de loi à cet effet a été adopté à Queen's Park lundi dernier.

Or, dans mon papier d'hier, je vous ai ramenés à une chronique que j'ai rédigée en novembre 2005 et dans laquelle je demandais à l'ancienne Commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, de faire des pressions auprès du gouvernement ontarien pour que celui-ci reconnaisse la date du 25 septembre comme la Journée des Franco-Ontariens.

Ce que j'avais complètement oublié, c'est que j'ai récidivé auprès de la Commissaire Adam dix mois plus tard, en septembre 2006. Et dans cette chronique, je déplorais le fait que Mme Adam n'ait jamais donné suite à ma demande initiale.

Mme Adam a répliqué à cette deuxième chronique. Mais je ne m'en souvenais plus.

Par contre, le gestionnaire des relations avec les médias au Commissariat, Robin Cantin, s'en souvenait, lui. Et hier matin, il m'a réexpédié la réponse que Mme Adam m'avait fait parvenir en septembre 2006.

En voici des extraits. Vas-y Salomon :

« Personnellement, j'aime bien le 24 juin comme célébration de la francophonie, que je souligne quelle que soit la province où je me trouve. Il y a des Fêtes francophones un peu partout ce jour-là, que ce soit à Vancouver ou à Sudbury.

« En revanche, si comme Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes nous décidons de nous donner une journée spéciale pour célébrer notre fierté, notre patrimoine et notre avenir, je serais bien d'accord. La fête du drapeau franco-ontarien, le 25 septembre, serait une bonne journée, d'autant plus que des cérémonies ont déjà lieu dans maintes écoles et autres lieux de rassemblement de la communauté.

« Pour ce qui est d'en faire une célébration officielle en Ontario, cela dépasse mes pouvoirs comme commissaire aux langues officielles. Ce serait plutôt l'affaire de Madeleine Meilleur et de ses collègues de la législature ontarienne.

« Mais ce que me semble le plus important, mon cher Denis, c'est de célébrer notre fierté franco-ontarienne, tous les jours, de par nos gestes et notre voix. » — Dyane Adam. Eh bien... elle voyait loin, notre ancienne commissaire franco-ontarienne. Elle avait de la vision, la madame. En 2006, elle disait que la ministre Madeleine Meilleur était la mieux placée pour que le 25 septembre soit, un jour, officiellement reconnu comme la Journée des Franco-Ontariens.

Et qui a mené ce dossier à bon port à Queen's Park ? Si vous avez répondu Madeleine Meilleur, allez directement à « GO » et récoltez 200 dollars.

Mes salutations et remerciements à Mme Adam, où qu'elle se trouve aujourd'hui.

Dans un tout autre ordre d'idée...

Il y a un mouvement en marche aux États-Unis qui, selon moi, devrait se répandre au Canada. Je vous explique.

Il y a environ deux semaines, un dirigeant religieux iranien a déclaré ce qui suit au quotidien iranien Aftab :

« Beaucoup de femmes mal habillées corrompent les jeunes, et l'augmentation des relations sexuelles illicites accroît le nombre de tremblements de terre ».

C'est ce qu'il a dit, le monsieur. Les femmes vêtues de façon provocante sont responsables des nombreux séismes sur la Terre.

Or, une étudiante de l'Indiana dénommée Jennifer McCreight a appelé via Internet les femmes à revêtir la tenue la plus affriolante possible pour tenter « l'expérience ». Voici ce qu'elle a écrit sur son blog :

« Lundi, je revêtirai le décolleté le plus plongeant de ma garde-robe, celui que je mets d'habitude pour une soirée en ville. J'appelle les autres incroyantes à me rejoindre et à embrasser la soi-disant puissance surnaturelle de leur poitrine. Ou alors à mettre un short ultra-court, si c'est leur forme préférée d'impudeur. Avec la force conjuguée de nos corps scandaleux, nous allons sûrement provoquer

un tremblement de terre ».

Puis elle a baptisé son « expérience » : Boobquake (séisme des nichons).

Et mardi dernier, plus de 55 000 personnes avaient visité son site Web pour soutenir Boobquake...

Allez Mesdames! Aux barricades ! Envahissez la colline parlementaire !

Patron. Je vais être en retard aujourd'hui. J'ai une « manif » sur la colline à couvrir. Qui sera probablement suivie d'un tremblement de terre...

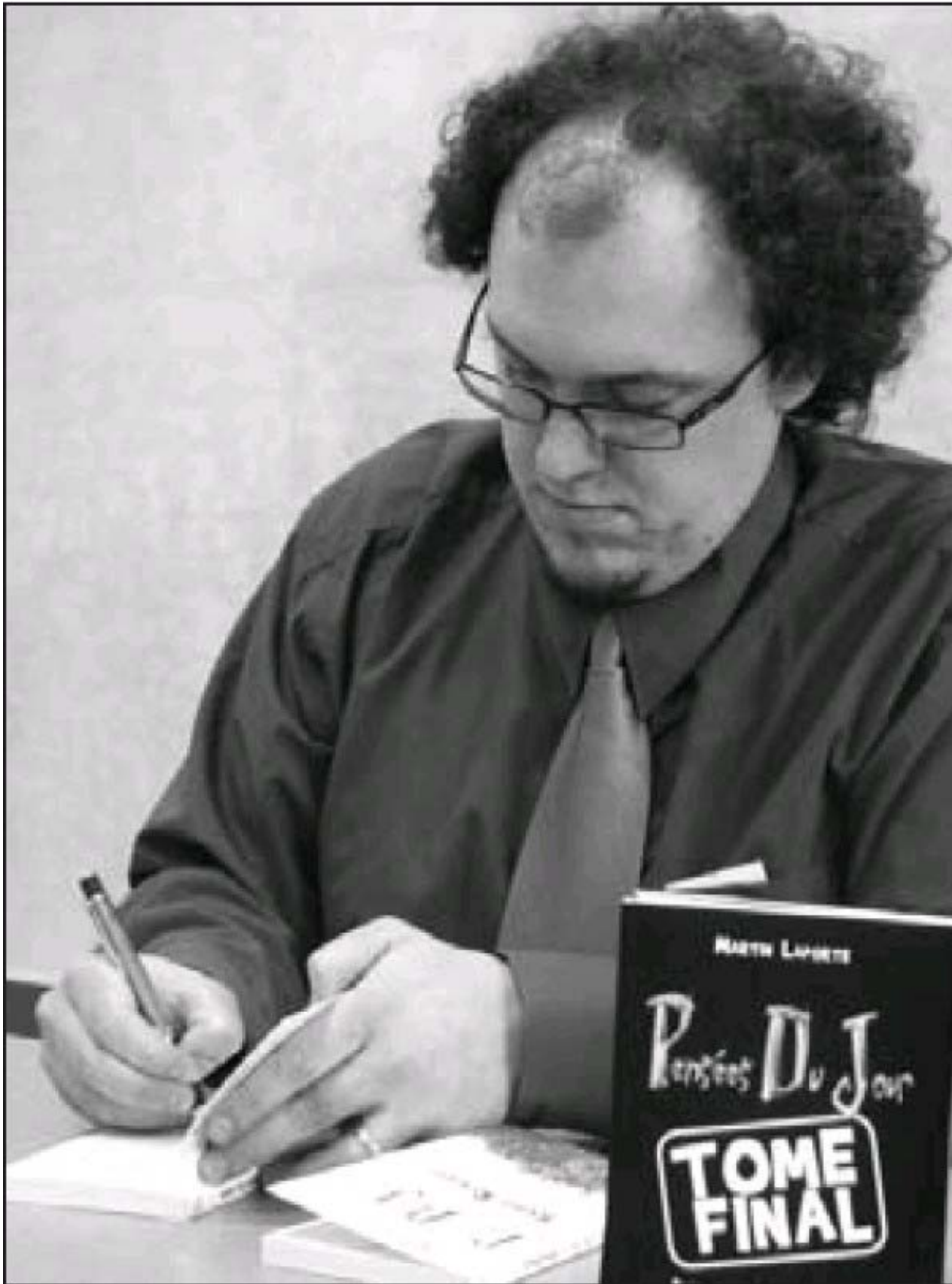
Le monde est fou ma foi.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 29 avr. 2010 | *L'Express Ottawa* | *Par Kristina Brazeau*
redaction.ontario@transcontinental.ca

Le cinquième tome de la 'trilogie' des Pensées du Jour est lancé

L'auteur franco-ontarien Martin Laporte lançait samedi soir son dernier tome des Pensées du Jour – Tome Final au Centre des arts Shenkman à Orléans.



Le Tome Final vient conclure la trilogie des tomes Bleu, Rouge, Pas Jaune et de Bronze, vendus à plus de 3000 exemplaires.

«Comme je dis, on ne peut pas finir une trilogie avec quatre livres, ça en prend un cinquième. Toutes les bonnes choses dans la vie viennent par cinq : les jumelles Dionne, les cinq points cardinaux, les trois mousquetaires, les Dalton et c'est aussi le nombre d'années que ça m'a pris pour faire un bac de trois ans », indique l'auteur, également animateur culturel à l'École secondaire catholique Béatrice-Desloges à Ottawa.

Vous l'aurez deviné, le livre donne dans l'absurde et les jeux de mots.

Ayant débuté sous forme de pensées du jour envoyées par courriel, à la fin à plus de 700 abonnés, le dernier tome regroupe les pensées du jour des étés 2007 et 2008.

«J'ai ajouté plein d'affaires donc ceux qui ont reçu les pensées du jour ne reconnaîtront pas grand-chose. C'est vraiment un nouveau livre. C'est l'été où ma femme était enceinte de ma première et le deuxième c'est mon premier été en tant que père alors on me voit dans toute mon incompetence à travers ces épreuves-là.» Pour ceux qui ne le connaissent pas, l'auteur se fait rassurant. «C'est un livre qui va vous faire sentir bien parce que vous allez remarquer que vous êtes beaucoup moins épais que moi donc tout le monde se sent plus heureux après.»

« En le lisant, on peut apprendre plein de choses. Je ne sais pas quoi, mais il y a beaucoup de paragraphes sur les spatules et comment ne pas élever des enfants donc ça peut aider tout le monde. C'est surtout des conseils des choses à ne pas faire dans la vie», ajoute-t-il.

Les fameux PDJ-Romans, «une histoire à suivre et à ne pas comprendre», seront également de retour tous les vendredis de l'été.

« Il se passe des anecdotes tout à fait savoureuses. Il y a des gens qui préparent leurs pré-arrangements funéraires, d'autres qui jasant de hockey et d'autres qui sont au garage. Écoutez, des secondes de plaisirs!»

– Martin Laporte

L'humoriste et chanteur Patrick Groulx, qui a signé la préface du livre, était d'ailleurs au lancement alors qu'il était en spectacle au Centre Shenkman quelques minutes plus tard.

«J'aime beaucoup ce gars. On a fait la tournée ensemble avec Improtéine et il est extrêmement drôle. Je trouve ces livres vraiment l'fun et ce que vous ne savez pas, c'est que c'est moi qui l'a supplié pour écrire sa préface», a-t-il indiqué aux gens réunis pour le lancement.

Avec ce dernier tome, Martin Laporte ne renonce pas à l'écriture, ayant des projets de pièces de théâtre et de sketches mais avec l'arrivée d'un nouvel enfant et le manque de temps, il estimait avoir fait le tour du concept des pensées du jour.



Celui-ci poursuit également ses tournées avec Improtéine, la troupe de l'Est ontarien composée de Vincent Poirier, Stéphane Guertin et Olivier Nadon, à titre de maître du jeu. Ils seront d'ailleurs à Sudbury prochainement pour présenter deux spectacles

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 29 avr. 2010 | L'Express Ottawa | Kristina BRAZEAU

La FJCF pilote un programme de stages en traduction

Les étudiants en traduction du pays auront désormais l'occasion d'effectuer des stages dans leur domaine grâce au nouveau programme Traduca piloté par la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF).

Ayant comme objectif d'intéresser les jeunes à la traduction dans les deux langues officielles, un domaine qui connaît une forte pénurie, le programme permettra de placer une quarantaine d'étudiants dans des stages dès cet été.

La FJCF est actuellement à l'étape de recruter des entreprises qui peuvent accueillir des stagiaires ainsi que des étudiants qui souhaitent participer au programme.

Le stage n'est pas conditionnel à l'obtention du diplôme pour les étudiants en traduction actuellement. «On veut offrir à tous les étudiants la chance de faire un stage dans leur domaine. On n'est pas un programme coop, on n'est pas là pour faire le travail des universités et remplacer des programmes qui existent déjà. On essaie d'en offrir davantage pour les étudiants pour lesquels ça serait moins accessible», explique le coordonnateur du Programme de stages en traduction, Jean-François Royer.

La FJCF a été sélectionnée par le gouvernement pour mettre en place ce programme qui fait partie du Programme de renforcement du secteur langagier du Canada à l'intérieur de la Feuille de route sur la dualité linguistique.

Le gouvernement fédéral a octroyé une subvention de 3 713 625 \$ à la FJCF pour conduire le projet.

« Les langagiers fournissent des services de traduction et d'interprétation qui sont essentiels à la dualité linguistique du Canada », affirmait la ministre de Travaux publics et des Services gouvernementaux, Rona Ambrose.

Les étudiants qui souhaitent obtenir un stage peuvent donc passer à travers l'organisme qui se chargera de leur dénicher un endroit de stage. Les stages sont rémunérés et subventionnés par la FJCF auprès de l'employeur.

La FJCF est actuellement en discussion avec une quarantaine d'institutions qui pourraient accueillir des stagiaires.

Le programme, qui est d'une durée de quatre ans, vise à placer environ 250 jeunes en stages.



Les étudiants en traduction, y compris en interprétation, en terminologie, en localisation et en technologies langagières pourront aussi participer au programme.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Serez-vous de la partie ?



www.lfc.csdceo.ca

La Ligue de football du CSDCEO (LFC) est en tournée dans les écoles secondaires.

Visitez le www.lfc.csdceo.ca pour tous les détails.

Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien LeDroit.



Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

Les écoles catholiques de langue française du CSDCEO offrent des programmes pour la réussite de tous les élèves, tant au palier élémentaire que secondaire. Avec un meilleur départ dans nos garderies et centres éducatifs, nos élèves acquièrent des valeurs catholiques, une excellente maîtrise du français et un bilinguisme de haut niveau.

1 800 204-4098
www.csdceo.ca
Ensemble, nous faisons toute une différence!

LEDROIT, LE JEUDI 29 AVRIL 2010

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US-Cdn: 1.877.880.4040 Intern: 800.834.6344
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

Hausse de 4 % des frais de scolarité à l'Université d'Ottawa



Publié le 28 Avril 2010

Kristina Brazeau

Sujets : [Université d'Ottawa](#) , [Bureau des gouverneurs](#) , [Sénat](#)

Le Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa a approuvé une hausse de 4,3 % des frais de scolarité pour l'année 2010-2011 pour les étudiants de premier cycle lors d'une réunion hier soir qui pourrait être effective d'ici un mois à moins d'un revirement.

Cette hausse représentera pour les étudiants environ 200 \$ de plus à défrayer pour leurs droits de scolarité.

Une hausse de 8 % a également été approuvée pour les étudiants en médecine, en gestion et en droit.

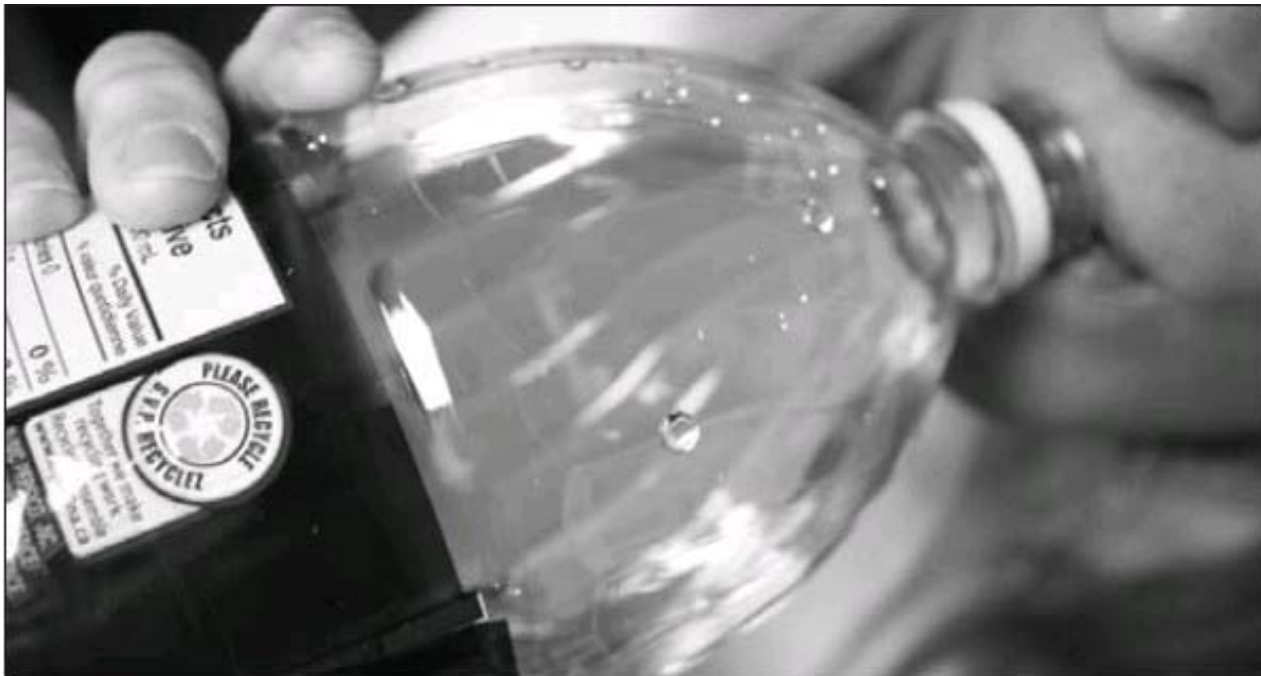
Déjà parmi les frais de scolarité les plus élevés au pays, des dizaines d'étudiants ont manifesté contre ces hausses à la salle du Sénat hier. «Mes frais de scolarité augmentent en flèche depuis mon arrivée ici, explique Christine Moncrieff, étudiante en criminologie. Il est même devenu difficile de payer pour nos besoins fondamentaux, simplement parce qu'on veut un diplôme universitaire.»

Le Syndicat des étudiants employés à l'Université d'Ottawa et la Fédération des étudiants critique aussi l'Université pour son processus d'optimisation des ressources. Le Bureau des gouverneurs s'est d'ailleurs engagé à revoir les coupures envisagées dans ce rapport alors que le budget de l'institution postsecondaire doit être déposé à la fin du mois de mai.

Classement de l'article | 29 avr. 2010 | L'Express Ottawa | Par Kristina Brazeau
redaction.ontario@transcontinental.ca

L'Université d'Ottawa bannit la vente d'eau embouteillée

L'Université d'Ottawa a profité du Jour de la Terre la semaine dernière pour annoncer qu'elle allait cesser complètement la vente d'eau embouteillée sur ses campus.



L'eau embouteillée ne sera plus accessible à l'Université d'Ottawa à compter de septembre prochain.

Cette mesure, prise en collaboration avec la fédération étudiante, sera effective le 1er septembre prochain et s'ajoute à d'autres initiatives prises par l'institution postsecondaire au cours des dernières années.

Depuis 2008, l'Université a investi 100 000 \$ pour améliorer ses fontaines d'eau sur le campus. Quelque 75 000 \$ supplémentaires seront aussi investis l'an prochain.

Les améliorations comportent l'installation de fontaines avec robinet en col de cygne facilitant le remplissage des bouteilles réutilisables et de nouvelles fontaines près des services alimentaires, ainsi que la modernisation des fontaines actuelles. De plus, les fontaines sont accessibles aux personnes en fauteuil roulant, ont une pression d'eau plus forte et une meilleure réfrigération.

L'institution postsecondaire invite la population étudiante, le personnel enseignant et administratif et les membres de la communauté universitaire à emboîter le pas et éviter l'eau embouteillée.

L'Université propose de se tourner vers d'autres solutions comme remplir une tasse, un verre ou une bouteille réutilisable aux fontaines et robinets un peu partout sur le campus.

Depuis 1993, l'Université a diminué ses coûts de consommation d'énergie de 31 millions \$ et réduit ses émissions de gaz à effet de serre à moins de 0,84 tonne par étudiant à temps plein.

«Nos mesures vertes ont eu deux effets bénéfiques directs pour nos étudiants et notre communauté. Premièrement, elles ont procuré un environnement plus propre pour tous. Deuxièmement, les économies en coûts d'énergie ont pu être investies directement dans l'éducation, les services d'appui et dans la recherche, c'est-à-dire là où ça compte pour notre clientèle étudiante, notre corps professoral et notre communauté», a déclaré le recteur de l'Université d'Ottawa, Allan Rock.

L'Université s'est fixé l'objectif de réduire sa consommation d'énergie de 2 % par année dès 2010, en améliorant ses systèmes d'efficacité énergétique, de traitement de l'air et de gestion de l'eau.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 29 Apr 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON mpearson@thecitizen.canwest.com

Kindergarten funding insufficient, trustees tell province

Motion calls for board to send 'blunt' letter to Ontario's education minister

Give us full funding for all-day kindergarten or else money for other programs could be at risk, say some Ottawa-Carleton District School Board trustees upset by the province's handling of the new initiative.

The public board is to receive \$4.97 million from the province to roll out the program for 50 classes this September.

At Tuesday's board meeting, though, trustee Lynn Scott introduced a motion meeting asking trustees to allow board staff to add up to two additional full-day classes, bringing the total to 52, at an added cost of \$300,000.

The need for more classes is caused by an unexpected spike in enrolment at W. Erskine Johnston Public School in Kanata.

Scott said she realized Ontario faced a huge budget deficit, but noted school boards had nowhere else to turn for cash.

"To introduce a new program that might take dollars we otherwise would be using to try to maintain our existing programs is a matter of concern to a lot of trustees," she said.

Pam Fitzgerald, who represents the College zone, said it was foolish to spend money on a government-mandated program when the board was facing a \$14-million deficit.

"I do support this program generally, but the way it's being rolled out is terrible," Fitzgerald said.

Beacon Hill-Cyrville trustee David Moen asked staff if the provincial government would let school boards move classes from schools with lower enrolment to schools where the demand was higher.

He was told that was possible, as long as a site previously approved for the program wasn't left without any classes.

Scott's motion also asked trustees to let board staff begin holding information sessions and open registration for before-and after-school programs that the ministry is also requiring boards to offer.

Based on board calculations, those programs would only be offered at 14 of the 22 sites approved for full-day kindergarten.

The before-and after-school program would be run on a cost-recovery basis and would cost up to \$135 per child per week.

Barrie Hammond, the board's executive superintendent, said staff would like to know by early June which programs will run and has advised parents not to give up current childcare arrangements until those decisions are made.

The final piece of Scott's motion would direct the board to write a "blunt" letter to Education Minister Leona Dombrowsky demanding full funding for the all-day kindergarten program.

The letter should say school boards don't have enough money to deliver what the province is asking them to, Scott said.

"You cannot keep expecting us to do stuff that you're not going to fund or else we're going to say, 'You identify what needs to be cut from other students in order to do this.' "

Board chair Cathy Curry said the frustration felt by trustees at the Ottawa board was shared by trustees from across the province.

"It's a natural frustration for anyone when you're implementing a new program," Curry said. "We're frustrated because we don't have the information we need to make the decision, and we're having to go on assurances that everything will work out in the end."

Tuesday's meeting was adjourned at 11 p.m., before trustees made any decisions.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Province toughens career college rules

By AEDAN HELMER, OTTAWA SUN

Last Updated: April 28, 2010 6:38pm

Ontario is toughening its stance on unlicensed career colleges, while encouraging more international students to attend legitimate schools in the province.

On Tuesday, the Liberal government tabled legislation to strengthen their ability to “shut down unscrupulous and unauthorized educational organizations and prevent them from taking advantage of international and Ontario students.”

The amendments would sharpen the teeth of the Private Career Colleges Act of 2006, allowing the province to shut down unaccredited schools without relying on the courts.

Maximum fines for provincial offenders would also be raised from \$25,000 to \$50,000 for individuals, and from \$100,000 to \$250,000 for corporations.

At the same time, Ontario is making it easier for international students to stay in the province after graduation through its Open Ontario program.

In a recent Throne Speech, Premier Dalton McGuinty pledged to increase international enrolment by 50% while maintaining spaces for Ontario students.

At Carleton University, where students paying international fees accounted for 11.6% of first-year registrants and nearly 9% of the total undergraduate student population, recruiting is “competitive” and “critical for financial as well as reasons related to academic experience,” said University Registrar Suzanne Blanchard.

“We want to attract the best of both.”

Recruitment is steadily rising, with 1,491 full-time undergraduates currently paying international fees, compared to 755 in 2002/2003.

“The number of international graduate students has remained fairly steady during the past few years,” said Blanchard.

In 2009-10 there were 404 full-time graduate students paying international fees, representing 15% of Carleton's total graduate student population.

Statistics for the University of Ottawa were not immediately available.

aedan.helmer@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Autos Careers Classifieds Homes

Steak.

City to consider buying defunct Catholic school

Crystal Beach building proposed to become community centre

By JON WILLING, CITY HALL BUREAU

Last Updated: April 28, 2010 8:22pm



The city wants to buy the former St. Thomas Catholic School building to turn it into a community centre. DARREN BROWN/Ottawa Sun

The city wants to spend \$2 million to buy a former Catholic school and use it as a community facility.

St. Thomas school is located at 9 Leeming Dr., just south of Dick Bell Park and the Nepean Sailing Club.

The Ottawa Catholic District School Board declared the school surplus last September. The Crystal Beach-Lakeview Community Association asked the city to buy the property to use as a community centre.

The 26,000-square-foot school was built in 1962.

City staff recommend borrowing money to pay for the property.

If the corporate services and economic development committee approves the purchase, city staff will work with the community on charging a special tax to those residents to pay for the school acquisition and related renovation costs.

Staff are expected to report back to the committee next February on how the community consultations have proceeded. If there's no agreement with residents, the city could turn around and resell the property.

The committee meets Tuesday to discuss the proposed purchase.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Autos Careers Classifieds Homes



B.C. lesbian teacher claims discrimination

By MATT KIELTYKA, QMI AGENCY

Last Updated: April 28, 2010 11:26pm



Teacher Lisa Reimer speaks to media as VESTA vice-president Glen Hansman looks on. (Matt Kieltyka, QMI Agency)

VANCOUVER - A lesbian teacher claims a Catholic school has forced her out of the classroom because of her sexual orientation.

Lisa Reimer, a music teacher at Vancouver's Little Flower Academy all girls' school, went public with her story Wednesday with the support of the Vancouver Elementary School Teachers' Association (VESTA).

Reimer says she went to Little Flower's administration in December and told them she and her pregnant partner were expecting a child together.

Reimer was denied parental rights in January and says the principals told her not to tell any staff or students about her lifestyle because "there would be a witch hunt."

And then on Monday, Reimer says she was forced to go on leave and work from home after several parents complained about her.

"They are full of fear," Reimer told media Wednesday. "I don't really think they believe human beings are equal unless they are Catholic. Maybe it's ignorance... It's 2010 and frankly I didn't think it would come up."

Reimer continues to be paid by the school, but isn't sure when the money will run dry.

She also isn't sure what legal action she can take because she technically hasn't been fired.

"It's caused a lot of stress on our family," she said.

VESTA vice-president Glen Hansman said Reimer will be transferred to another school in September so she can continue teaching.

Little Flower Academy denied the allegations.

They say Reimer was granted parental leave and her new role was agreed to by both parties.

"The school was quite surprised [by the allegations]," a school statement read.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Girl's screams alerted mom to abduction

Mysterious man tried to take autistic 6-year-old Saturday

By KENNETH JACKSON, OTTAWA SUN

Last Updated: April 28, 2010 11:59pm

A six-year-old's autism disorder may have been what saved her from a predator who family say tried to abduct the little girl.

Like some autistic children, Katrina doesn't like being picked up. After luring the girl away from a play area, that's what the man tried to do.

When he did, she started screaming, said her mother, Brenda Zion, 43.

The cries were heard by Zion's friend as the pair scoured the area Saturday night in Lowertown trying to find the missing girl.

"She just screamed automatically and that is what drew the attention of my friend to go that way. He yelled, 'Hey!' and the man dropped Katrina. He booked it," Zion said Wednesday.

The friend tried to give chase, but he was slowed down by Katrina.

The man got away, but police were given his description.

"Bad man grabbed hand," Katrina said after she was back with her mom. Zion said the man grabbed her daughter so hard he left a bruised handprint on her rib cage.

The man first took Katrina from a play area about 80 metres from Zion's home around 8 p.m. Saturday.

Back over at Zion's, a large group of adults and children were having a barbeque.

Distracted

There were a couple of other children with the girl playing with Katrina's dog, Marbles.

The other kids got distracted when Marbles ran off and the man came up and took Katrina by the hand. He walked away with her toward the 300 block of Murray St.

Zion said she has trained her daughter to walk with people when they hold her by the hand.

Her children normally go to bed at 7 p.m., but Zion said she let them stay up for an extra hour.

"When you call my daughter she comes. When there was no response that's when I knew something was wrong," said Zion.

That's when she and her friend started their frantic search.

"He was walking away. Going somewhere with her," said Zion.

The man made it about a half kilometre.

The same man had come up to the girls minutes prior and petted Marbles.

Two days earlier, a man fitting the same description approached four young girls and asked them to dance for him. A neighbour chased him away, said Zion.

The suspect is white, in his late 30s, about 5-foot-10 with a shaved head and a muscular, stocky build. He was wearing a dark green sweater and light grey or blue jeans. He also had a dark goatee.

Anyone with information is asked to call police at 613-236-1222, ext. 5944 or Crime Stoppers at 613-233-8477.

kenneth.jackson@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Cops probe Hawkesbury 'university'

By AEDAN HELMER, OTTAWA SUN

Last Updated: April 28, 2010 6:37pm

OPP and provincial lawmakers are taking direct aim at an alleged scam school in Hawkesbury.

Ashraf Hossein Siddiky was ordered to cease operations of the Hawkesbury School of Higher Studies, known online as Hawkesbury University, operating under the umbrella of the Hawkesbury Mosque.

Police launched their investigation into the school on April 1 after a complaint was lodged by the municipality.

No criminal charges have been laid, but the Private Career Colleges branch of the training, colleges and universities ministry issued a restraining order on April 19 against Siddiky and the school, which contravenes Ontario law by offering degrees and student services as an unregistered private career college.

Hawkesbury University advertises itself online as “an independent, coeducational, business and liberal arts international institution of higher learning,” with its campus at the former Prestige Restaurant in downtown Hawkesbury.

Siddiky could not be reached for comment.

Phone numbers and e-mail addresses listed on the school’s website, which is rife with grammatical errors, have been disabled.

A woman answering the phone at the number listed to Siddiky claimed it was a wrong number and promptly hung up.

The school claims to be registered in the state of Delaware as a degree-granting university and is registered — but not accredited — in Ontario as the Hawkesbury School of Higher Studies.

Unlike other so-called diploma mills, which offer online degrees solely through distance education, Hawkesbury University entices international students with on-campus living spaces — for as much as \$650 a week — a reading room, two large lecture rooms and a “highly trained and experienced faculty.”

Prospective students are encouraged to pay for their own airfare and assorted ancillary fees.

After police launched their investigation and the story was circulated in local media, the website removed some content, including its online application form and the names and biographies of its faculty, and altered the language to suggest the school is merely “proposed” for the town of 10,000.

In addition to ceasing operations, Private Career Colleges superintendent Allan Scott ordered Hawkesbury University to provide the ministry with a list of all current and former students, and must provide full refunds to students.

Siddiky was also accused of obstructing the investigation by offering contradictory statements to a ministry official.

If convicted, Siddiky could face a hefty fine and a one-year prison term.

Hawkesbury Mayor Jeanne Charlebois said the scam school could have a potentially damaging effect on the town’s reputation, especially internationally, where the school’s advertising focus seems to be.

“People work very hard in this town and we’re all working toward establishing a better community,” she said. “Then something like this happens, and you’re not happy about it. Of course I’m saddened by the situation, and hopefully we can put this behind us.”

aedan.helmer@sunmedia.ca

“Hawkesbury University” Courses and fees:

- Individual Certification Courses 3 months \$1,200
- Certificates and Diplomas 12 months \$4,000
- Associate of Arts 24 months \$4,900/year
- Bachelor Degree 36 months \$7,900/year
- Master Degree 18-24 months \$7,900
- Master of Philosophy 18-24 months \$9,900/year
- Doctorate Degrees 36 months n/a

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

WestJet Frequent Flyer

Introducing the WestJet Frequent Guest Program. Learn More Now!
WestJet.com/FrequentGuestProgram

Internet Safety Tips

Tips, guides and news for par #1 youth internet safety resou
www.KiwiCommons.com

McGuinty flunks the calculus of sex ed

Last Updated: April 28, 2010 2:00am

I spent the past week in Britain, where the combination of sex and politics routinely means a naughty MP has been caught in flagrante delicto, hog-tied to a bed with a garter belt.

Ontario's sex education furor seems tame by comparison.

Dalton McGuinty's about-face on the province's new sex education curriculum took an intriguing turn Tuesday, when the premier compared his flip-flop to the way the government had to backtrack on calculus some time ago.

McGuinty pointed out that of the massive curriculum overhaul the province has undertaken in all subjects, politicians have been entirely hands-off, except for in two subjects.

"One was calculus. The other was sex ed," he told reporters at an announcement at the GM plant in Oshawa.

Some years ago, a bright light in the bureaucracy decided calculus was too difficult for our kids, so it was dropped from the math curriculum. This was met with howls of protest from people who see calculus as vital to a good education.

I'm not one of them, but apparently some people actually like calculus. They use it in their everyday lives and would miss it dreadfully if it were to disappear.

Sex isn't like that. After all, it's not that difficult to do. Even dumb people catch on quite quickly.

No one actually makes moral judgments about calculus. There is no such thing as "age appropriate" calculus. Some are born good at it. Some struggle all their lives never having successfully resolved a calculus problem. It doesn't make them bad human beings.

I have never heard of a politician's career screaming to a sticky end after he'd been caught indulging it a little extra-marital calculus with the au pair.

No one objects to consenting adults indulging in calculus before marriage. My limited knowledge of the subject leads me to believe there is no such thing as anal or oral calculus. Religions don't frown on the teaching of calculus.

Calculus and politics? No problem. Sex and politics, on the other hand, are a toxic mix.

There are those who'd like to convince you it's just a handful of religious bigots who nixed the curriculum. That just isn't so.

Education Minister Leona Dombrowsky said this week the outpouring of concern came from parents in big cities, small towns and rural Ontario.

When that happens, politicians realize they've got it wrong.

More succinctly, they realize the pointy-headed types who developed the new curriculum and who think they know what's best for everyone's children, got it wrong.

Parents across this province have widely different customs and mores when it comes to sex. Some have strong moral and religious beliefs about what is acceptable to tell their youngsters. Others simply believe Grade 7 kids don't need to be taught concepts of anal and oral sex.

Unlike calculus, sex education is not about problem solving. And it's not just about the simple mechanics of the human body.

For most parents, sex is an intensely personal discussion and they'd simply like to have some say in what is taught to

their children. And how it will be taught.

There are other differences, of course, between calculus and sex.

Calculus, for example, isn't exactly a barrel of laughs. No one minds their kids getting good at it.

Sex, on the other hand, can be fun.

How much fun? Well, I think most parents would like their kids to wait past Grade 7 to find that out.

christina.blizzard@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Alzheimer's Disease

See if a Doctor should be Consulted about Alzheimer's. Take this Test
www.OnMemory.ca

WestJet Travel Rewards

WestJet RBC® World MasterCard® Travel Rewards Card. Apply Online!
WestJet.com/CreditCard

A bridge too far

By **MICHAEL DEN TANDT**

Last Updated: April 28, 2010 2:00am

The government of France proposes to ban face-covering Islamic veils outright — not just in government buildings or schools but everywhere.

It won't be long before there are calls for Canadian governments to do likewise. Quebec legislators have already taken steps to limit girls' and women's freedom to wear the veil in some public spaces, including the classroom.

Question: Should government at any level determine what clothes people wear, however objectionable the majority might find a certain style?

It's one thing to say that the full veil can't be worn where identity is at issue. Veiled women should be required to show their faces at border stops. The same goes for anyone seeking government services using a state-issued identity card.

As long as photographs appear on driver's licences, any veiled woman pulled over for speeding should be required to raise her veil when she presents her licence. This is common sense.

The law proposed in France goes beyond that. It imposes a blanket rule, for purely political reasons. Here in France, legislators are saying, we disagree with the symbolism of the veil. We judge that it denigrates women. Therefore we ban it.

Similar language has been used in Quebec. "If you want to integrate into Quebec society, here are our values," Quebec immigration minister Yolande James said recently. "We want to see your face."

Of course we do. But should that be required by law? What about moral suasion? What about social pressure?

There's an old saying: My right to swing my fist ends where the other fellow's nose begins.

Many Muslim women who wear the niqab say it is a choice they make freely. They say it is about modesty. We are free to disagree. Is it the state's job to say they're wrong, through legislation?

Those very few Catholic nuns who continue to wear the habit might say their style of dress is also about modesty. Should that be banned? If the niqab can be banned, why not the habit? Why not the long black gowns worn by some Mennonites?

It is normal and right that citizens of Western democracies uphold and defend the values of equality and pluralism on which our societies are founded.

But banning the burqa is a bridge too far. This is government meddling run amok.

— Michael Den Tandt

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | *29 Apr 2010* | *Ottawa Citizen*

Wrong places to learn

Re: Sex ed should help us grow up, April 28.

Three cheers to Andrea Kuntz for her articulate and mature letter regarding the current sex-ed curriculum in our schools.

She makes several good points, but the one that leapt out was that she would turn to the Internet to research phrases or terms.

We all know the many pathways a foray into the Internet can take — that is just plain scary to think that is how many of our children and youth are getting their education.

And three cheers to letterwriter Melissa Hagbloom (“It’s a parent’s role”) for wanting to educate her own daughters about sex. However, make no mistake, the conversations are occurring in the schoolyards and playgrounds — perhaps her daughters will be the “experts” their friends listen to.

We must educate our children as much as possible about this wonderful part of their life — yes, at home, but also through the school system — if only to lessen biased stereotyping.

CAROL BRUCE, MD, Carp

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 29 Apr 2010 | Ottawa Citizen | BY SUE MCGARVIE

Kids need the facts on sex 1

When I first started as a sex educator in 1992 in schools in Eastern Ontario, I had questions like, "How do I know if I'm in love," and "Does losing your virginity hurt?"

It has been at least 10 years since sex questions were that innocent. Lately at school presentations I get inquires like, "How do you give the best oral sex" and "What's a money shot?"

We haven't had a change to the sex education program in Ontario since the Mike Harris government tweaked it in 1997. Since that time, roughly the same number of teens are getting pregnant per year and the age of first sexual encounters hasn't moved. As well, illprepared gym teachers continue to stammer through another set of what I call "these are your fallopian tubes" lectures in Grade 9. In 18 years, no student has ever asked me about fallopian tubes.

This year, the Dalton McGuinty Liberals made an attempt to update a pre-Internet sexual health curriculum. The premier himself was quoted as saying, "Why wouldn't we recognize we live in an information age, and why wouldn't we try to present this info in a thoughtful, responsible and open way?"

At the time I thought it was long overdue and proactive of him. Now that the program has been shelved, I think he was easily manipulated by special interest groups.

Instead of what was proposed — a curriculum that gave age-appropriate sexuality information (such as body part names, what are good touches and bad touches, and how babies are born) — parents were scaremongered into thinking Grade 1 students would get lessons on anal sex.

The truth is the proposed curriculum changes covered everything from what is a healthy lifestyle to fitness, drugs and substance abuse, and sexual health. This information was targeted specifically to each grade level, and included a section on masturbation and sexual orientation, which is vital information as kids explore their bodies and feelings in a complex world.

Because of changes to our diet and environment, including increased estrogen from plastics, hormones in dairy, and social conditions, kids are hitting puberty earlier than ever. You have children dealing with daily sexual images, increasing peer pressure, and their changing bodies about the time they are learning how to multiply 4 times 3.

Do you remember what it felt like to hit puberty? The reality is that kids are programmed to be sexual. Some are going to be sexual sooner rather than later. As a parent I hope my kids are going to be late bloomers. But if they are not, I want them to have the facts to make informed decisions about what is the right time and situation for them.

Just as driver's ed does not cause accidents, sex education does not cause pregnancies or promiscuity. The more education, the more likely kids will be sexually responsible. Every study done in the last 20 years has confirmed this fact.

I believe it is worth noting that, in a perfect world, it is parents who teach kids about sexuality and impart their own values. However, a 2009 survey of 1,200 teens in Toronto found "teens are mainly getting sexual information from friends." When I ask teens directly where they got their sex education, less than 10 per cent tell me their parents were their source for sexuality information.

I spend my day trying to help people interpret their sexuality without feeling like there is something wrong with them. With young people learning about sex from well-endowed Internet porn stars, and siliconed young starlets in compromising situations, I can't help feeling that we are setting up our kids to feel inadequate, and to be badly misinformed. Sue McGarvie is an Ottawa sex and relationship therapist and syndicated radio host.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | *29 Apr 2010* | *Ottawa Citizen*

Poke from the future, protect the Cree past

Ernest Hester is using Facebook to help preserve his traditional language, writes ZEV SINGER.

Ernest Hester is trying to preserve the East Cree language, one Facebook posting at a time.



Carleton linguistics professor Marie-Odile Junker equates maintaining smaller languages with preserving biodiversity on the planet.

The Carleton University student, worried about the future of his language, which has about 13,000 speakers, decided a few months ago to start a Cree Facebook group.

For a small language to have any chance of survival, the key, obviously, is enthusiasm from young people.

Young people like Facebook. So far, more than 400 members have joined the group.

"I began to feel that my language was becoming irrelevant in today's modern world," Hester, 29, said in a telephone interview from Waskaganish, a Cree community in northern Quebec where he grew up and where he is spending the summer. "And so I thought ... the best way to promote it again is by using Facebook."

One challenge Hester and his "friends" have is that traditional Cree doesn't have its own words for technology, but overcoming that challenge can be fun.

The word they use for "Internet" is a good example. "Kwashigan" means "shaking tent ceremony," a traditional practice in which a spiritual leader would commune with a spirit who would answer questions on the weather or what the hunt would be. Since it was a way of reaching out into the beyond for useful information, "kwashigan" has become a perfect description for the Internet.

If Hester's efforts pay off, a lot of other communities could take note. The world has about 6,500 languages, roughly half of which are endangered.

The effort to preserve Cree is one at which Carleton linguistics professor MarieOdile Junker has been toiling at for almost two decades. A good deal of her work has focused on creating online resources for teaching Cree, and just last month she won a Killam Research Fellowship, worth \$140,000 over two years, to pursue work in the area. She plans to create online topical dictionaries in Cree and Innu, another Algonquin language, not to be confused with Inuktitut. The dictionaries will seek to compile words by subject areas.

Junker, born in France and with no aboriginal ancestry, says maintaining smaller languages is like preserving biodiversity on the planet. Different languages mean different ways of thinking. In Cree, for example, about 80 per cent of words are verbs, compared to 14 per cent in English and 11 per cent in French.

"There is no (Cree) word for 'rain,' " Junker said. "There is only a verb that says, 'It is raining.' "

Speaking the action-oriented language will involve a different type of thought process and a different human cognitive potential.

"That's the kind of richness that I think is something that we really don't want to lose," Junker said.

Hester says the Cree Facebook page will not provide a rescue for his language overnight. While young Cree people are interested in the Facebook group, relatively few of them are typing in Cree fonts or even sending messages completely in Cree. "Creenglish" is always a threat.

So while the social media have great potential — he has tweeted in Cree a few times, too — he says they are just one piece of the puzzle.

He says he dreams of one day seeing his language protected by legislation like Bill 101, which protects French in Quebec.

In the meantime, he'll keep working to sway other young Cree, who want to be on Facebook one way or other.



"Why can't we do it in our own language?" he asked.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.